Dossier du trimestre



Bulletin de veille et de capitalisation d'innovation sociétale n°62 juillet 2024

Les ingénieries territoriales à la manoeuvre

Cette année, la territorialisation des transitions constitue le fil rouge des dossiers trimestriels de ce bulletin.

En avril dernier, nous vous avions présenté le(s) rôle(s) des acteurs académiques, de la théorie à la pratique, en croisant les regards des sciences de gestion de l'Université de Montpellier; d'enseignants-chercheurs et de pédagogues de l'UMR Territoire du centre AgroParisTech de Clermont-Ferrand; et de la recherche empirique, à l'aune du cheminement entre chercheurs et praticiens, co-piloté depuis 2018 par l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts et Le RAMEAU.

Pour le dossier de ce 62^{ème} bulletin trimestriel de veille et d'analyse de l'innovation sociétale, nous vous proposons un éclairage inédit sur les ingénieries territoriales. Elles jouent un rôle majeur pour activer collectivement la territorialisation des transitions.

Cette thématique s'inscrit dans une triple actualité de ces dernières semaines :

- Le 13 juin, à l'occasion de la Journée organisée par le Commissariat Général au Développement Durable, sur la territorialisation de la transition écologique, Le RAMEAU présentait les résultats du programme « Chef de projet innovation territoriale ».
- Le 14 juin, la Fondation des Territoires, **alliant acteurs publics et privés**, créée pour **écouter la diversité des dynamiques territoriales**, célébrait ses deux ans.
- Le 2 juillet, une diversité de profils d'acteurs, du local à l'international, était rassemblée pour s'inspirer et agir ensemble, à l'occasion des 10 ans du Réseau des catalyseurs territoriaux.

C'est l'occasion pour ce bulletin de vous proposer dans le dossier du trimestre un regard croisé sur le rôle des ingénieries territoriales dans la territorialisation des transitions. La Fondation des Territoires, nous livre ses convictions sur la capacité de résilience des territoires par l'action et l'innovation, et 3 bonnes nouvelles sources de confiance. Les spécificités d'un territoire ultra-marin, celui de la Réunion, nous sont partagées par Jimmy BEGUE, Directeur de la Maison des associations de Saint-Benoît de la Réunion: il souligne le rôle majeur des associations locales, et de leur complémentarité avec les acteurs territoriaux. Elles sont également mises en relief, par le Cahier d'observation des coopérations territoriales à La Réunion. Enfin, le Réseau des catalyseurs territoriaux, met en perspective le chemin parcouru depuis sa constitution en 2014, et nous invite à consulter des ressources structurantes pour qualifier et valoriser les compétences d'innovation territoriale.

Bonne lecture!

Charles-Benoît HEIDSIECK, Président-Fondateur du RAMEAU





La valeur de « l'Agir ensemble en Territoires « !

Le 14 juin dernier, la Fondation des Territoires fêtait son deuxième anniversaire. Elle nous livrait ses convictions sur les enjeux de valoriser la capacité des Territoires à inventer des solutions pour répondre à nos fragilités et construire un Avenir en « Commun(s) ». Son Président, Jean-Paul DELEVOYE, et sa Vice-présidente, Valérie DUMONTET, étant tenus à leur devoir de réserve dans cette période politique complexe, c'est Elodie JULLIEN, Secrétaire générale de la Fondation des Territoires, qui s'en était fait la porte-parole.



En 2010, les premiers « Territoires pilotes » expérimentaient la démarche « Agir ensemble en Territoire », conçue par le laboratoire de recherche empirique Le RAMEAU. Quatre ans plus tard, fort des enseignements de cette démarche innovante de co-construction territoriale, le Réseau des « catalyseurs territoriaux » est créé en 2014. C'est une décennie de retour d'expérience de cette dynamique de coopérations locales et d'innovations territoriales que nous fêterons le 2 juillet prochain, à la Cité du Développement Durable, au sein du Territoire Paris-Est Marne & Bois. L'action de proximité des 350 « catalyseurs territoriaux », partout en France métropolitaine et ultramarine, incarne le 17ème Objectif de Développement Durable (ODD) en pratiques.

Comment ne pas mettre ces dix ans de recul sur les effets concrets du « jouer collectif » face à l'actualité ?

La valeur ajoutée des territoires pour réussir les défis des transitions écologiques, économiques, sociales et démocratiques a pu être démontrée, notamment dans l'étude d'impact 2018-2022 de l'Observatoire des partenariats. Les effets sur la performance, sur l'innovation et sur la confiance ont été qualifiés, mesurés et illustrés à cette occasion. Le cahier de recherche « ODD 17 : Economie(s) et Territoire(s) » rend compte de l'importance aujourd'hui de la territorialisation des Objectifs de Développement Durable pour les rendre concrets, ancrés et incarnés.

Avant même le traumatisme des élections européennes, l'Avis « le financement des associations : une urgence démocratique ! » - signé à l'unanimité des membres du Conseil économique, social et environnemental - nous invitait à observer en toute objectivité les risques d'une méthode qui ne tienne pas compte des réalités de terrain, au plus près des fragilités. La 3ème Assemblée nous incite à être plus à l'écoute de la société civile, en proximité, et des risques sur la démocratie de ne pas l'être assez.

Combien plus aujourd'hui, devons-nous garder la tête froide pour ne pas sombrer dans une spirale sans lendemain. Le RAMEAU invitait hier à se mettre au service des Territoires pour anticiper la sortie de crise politique pour les acteurs, actions et alliances d'intérêt général (voir l'article « <u>Appel au service</u>





<u>des Territoires</u> »), en donnant des exemples concrets de leviers pour y contribuer activement. C'est bien l'esprit de la Fondation des Territoire : écouter la diversité des réalités locales pour entendre et valoriser les légitimes différences, et favoriser le dialogue entre tous afin de permettre à chacun de trouver sa juste place.

Après avoir (dé)montré son efficacité sur les 15 premiers Objectifs de Développement Durable (ODD), ne devons-nous pas Agir ensemble pour mettre l'ODD 17 au service de l'ODD 16 ? L'enjeu est tant pour préserver la Paix et la Démocratie que pour garantir la justice pour tous. Il nous faut pour cela (ré)inventer « des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous à tous les niveaux » ; comme nous y invite l'Agenda 2030. Ce cap et cadre communs fixent un horizon, mais tout reste à faire pour définir ensemble les trajectoires qui permettront d'y parvenir ensemble. Les Territoires s'y essaient ; et si nous leur faisions confiance pour y parvenir ?

Dans un contexte particulièrement difficile pour toutes et tous, c'est ce message d'espérance que nous souhaitons adresser en ce jour anniversaire de la Fondation des Territoires.

Elodie JULLIEN, Secrétaire générale de la Fondation des Territoires

« Territoire(s) » : 3 bonnes nouvelles à partager !

Le 21 juin, la Fondation des Territoires a réuni son Comité exécutif pour son bilan 2023 et ses perspectives 2024. Plus que jamais, la Fondation est convaincue que les actions et la capacité d'innovation des Territoires est un levier de résilience stratégique face à l'accroissement des peurs et des doutes. Dans un contexte particulièrement chahuté, où les sources de confiance sont rares, il en ressort trois bonnes nouvelles à partager avec les Territoires.



Devant l'urgence de prendre du recul face au contexte, trois « bonnes nouvelles » ont été évoquées pour soutenir les Territoires dans leur capacité d'actions. Elles donnent une lueur d'espérance dans une situation où nous avons avant tout besoin d'évoquer les solutions concrètes face aux défis communs. Le dialogue en proximité sur les leviers réellement possibles face aux transitions est la meilleure arme contre toute forme de radicalisation.





Le Cercle des « alliés des Territoires » s'élargit de jour en jour !

La première bonne nouvelle est que l'urgence de valoriser l'action de proximité est aujourd'hui entendue par de plus en plus de décideurs de tous profils.

La prise de conscience du rôle stratégique des Territoires pour réussir les transitions est de jour en jour de plus en plus mise en valeur. Citons le Président-Directeur général de l'ADEME, Sylvain WASERMAN, à l'occasion du Grand Défi Ecologique, organisé du 3 au 6 avril dernier : « La transition écologique sera territoriale ou ne sera pas ! ». « Aujourd'hui, il n'est plus question de décliner au niveau local des décisions nationales, suivant une logique top-down, mais de faire en sorte que les objectifs fixés par l'Etat rencontrent les réalités concrètes des citoyens, des élus, des entreprises et des associations sur le terrain. Cela limite les blocages et favorise la mobilisation. De la même façon, parce que chaque contexte est différent, les projets ne peuvent pas être calqués les uns sur les autres ». Sage déclaration par un responsable politique à la tête de la réussite de la transition écologique en France.

C'est aussi l'analyse de la Fondation des Territoires, depuis le début de sa préfiguration en juillet 2018. Elle a été créée pour permettre un espace de dialogue entre acteurs publics et privés à l'écoute de la diversité des dynamiques locales qui répondent à nos défis de transition. Ce qui n'était qu'une intuition inspirée par la recherche empirique il y a 7 ans est devenue une évidence aujourd'hui! Le <u>cahier de recherche « ODD 17 : Economie(s) & Territoire(s) »</u>, publié par l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts en décembre dernier, en partenariat avec Le RAMEAU, en explique les raisons et les leviers d'action au plus près des réalités de terrain.

Pour incarner l'élargissement des « alliés des Territoires » dans leur capacité à piloter les transitions, le **Comité exécutif a accueilli vendredi trois nouveaux membres au sein de sa gouvernance**. Chacun d'eux incarne l'un des défis devant nous pour rendre compte de la valeur de l'action locale :

- Anne-Marie JEAN, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg le défi d'illustrer la capacité à mobiliser au plus près des réalités de terrain à l'exemple du Pacte pour une économie locale durable qu'elle a impulsé.
- Laurent LELLI, Directeur du Campus de Clermont-Ferrand d'AgroParisTech le défi d'illustrer le rôle stratégique des acteurs académiques dans la territorialisation des transitions, tant dans leur dimension recherche qu'enseignement.
- Philippe DA COSTA, Président de la Croix Rouge française, Conseiller du Conseil économique, social & environnement, et Directeur général délégué à la RSE, à l'ESS & à l'ancrage territorial d'AG2R LA MONDIALE le défi d'illustrer la valeur de l'engagement pour co-construire les politiques publiques à la hauteur de nos défis en « Commun(s) ».

A titre d'exemple, ce dernier a tenu à rappeler jeudi dernier le sens de l'engagement de proximité (cf. replay de son intervention lors du webinaire du 20 juin « <u>Cap 2030 vers l'ODD 5, valorisons</u> l'engagement de toutes et de tous ! »).

La reconnaissance de la diversité des innovations territoriales progresse !

La deuxième bonne nouvelle est la capacité à faire comprend qu'il ne peut y avoir de réponse universelle, même lorsque le cap et le cadre peuvent l'être à l'exemple de l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable. C'est bien le sens du 17^{ème} Objectif : apprendre à faire ensemble ce qu'aucun ne saurait faire seul, et donner de la valeur à la diversité des solutions possibles.

« **Agir ensemble en Territoire** » n'est pas une évidence, et moins encore une injonction ! C'est un travail patient, encore insuffisamment reconnu. Du <u>Vadémécum « Faire territoire : coopérons pour réussir nos transitions »</u>, publié par l'ANPP-Territoires de Projet lors du dernier Congrès des maires, à





<u>l'Avis unanime</u> du Conseil économique, social et environnemental du 28 mai dernier sur l'urgence démocratique de financer les acteurs, actions et alliances d'intérêt général, les **Appels à mieux valoriser les initiatives et les innovations territoriales** se multiplient.

C'est le sens de l'action du Réseau des catalyseurs territoriaux. Depuis une décennie, il regroupe et valorise celles et ceux qui contribuent effectivement à co-construire localement des solutions, en croisant des profils d'acteurs radicalement différents. Issu d'expérimentations locales lancées en 2010, puis d'un groupe de travail piloté par l'Association des Régions de France (devenue Régions de France) entre 2012 et 2015, il a été créé en 2014. Le Réseau a fêté son 10ème anniversaire le 2 juillet dernier.

Cette 10^{ème} Rencontre des pionniers des alliances en Territoire avait pour thème : « **Activons ensemble** la territorialisation des transitions, au cœur des enjeux locaux » (cf. programme et replay).

La Fondation des Territoires s'est réjouit de faire découvrir à cette occasion la **nouvelle plateforme** « L'innovation territoriales en Actions! » qu'elle copilote avec le Réseau des 350 catalyseurs territoriaux (<u>découvrez la vidéo de ses objectifs</u> et <u>téléchargez sa présentation</u>).

Apprendre à identifier là où le combat est porteur de fruits!

La troisième bonne nouvelle est qu'en matière de conduite du changement, il faut savoir regarder « la forêt qui pousse plutôt que les arbres qui tombent ». Le bilan 2023 de la Fondation des Territoires en atteste (cf. rapport d'activité 2023). Il est à la fois bien modeste et parfaitement démonstrateur de l'utilité d'un espace de dialogue à l'écoute de la diversité de nos Territoires. Certains peuvent critiquer que « l'ambulance soit à cheval là où il faudrait qu'elle soit à moteur » ... mais c'est oublier que dans les circonstances, « tuer le cheval est accepter de ne plus avoir d'ambulance du tout ». Comme l'écrivait Jean d'ORMESSON à l'un des co-fondateurs de la Fondation « Mieux vaut allumer une petite lumière que maudire l'obscurité! ». Ainsi partager les avancées d'un verre « à moitié plein », c'est aussi (re)donner confiance dans notre capacité collective à le remplir...

En 2020, 64% des élus locaux ont déclaré vouloir co-construire les politiques publiques locales avec les citoyens et les acteurs de proximité... mais ne pas savoir encore comment faire pour y parvenir¹. Lors du 3ème diner « Elus & Entreprises », l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF) et l'Association Nationale des Pays et des Pôles d'Equilibre des Territoires Ruraux (ANPP-Territoires de Projet) avaient alors invité à être à l'écoute des initiatives locales qui incarnaient déjà le « jouer collectif ». C'est ce qu'a fait la Fondation des Territoires, et c'est dans cet esprit qu'elle prend la parole une fois par an pour rendre compte de ce qu'elle a entendu, au plus près des réalités et des fragilités locales. En retracer le chemin nous éclaire sur l'attention à porter aux Territoires.

En 2021, alors que la proposition de loi d'expérimentation d'un droit d'alliance d'intérêt général avait été déposée en février à l'Assemblée Nationale et que la plateforme de capitalisation partagée odd17.org avait été mise en ligne en juillet à l'occasion de la 7^{ème} Rencontre des pionniers des alliances en Territoire, la Fondation a mobilisé une diversité de Territoires volontaires pour co-élaborer la « Charte du faire alliance ». C'est sur cette base que le Fonds ODD 17 a décliné sa « Charte d'engagement réciproque du faire alliance » avec les projets bénéficiaires de ses investissements dans le « premier kilomètre des besoins ».

¹ Etude IMPACT - Elus locaux réalisée par Comisis & OpinionWay pour l'Observatoire des partenariats, novembre 2020





En 2022, alors que les acteurs académiques rappelaient l'importance d'une sémantique partagée², la Fondation des Territoires a proposé une réflexion sur la diversité d'approches de la notion de Territoire. La Chaire InterActions d'AgroParisTech est partie de cette position pour engager un travail de recherche avec les partenaires académiques volontaires. De même, cette « définition plurielle » a été utilisée dans le cadre des séminaires annuels sur la co-construction du bien commun organisés en lien avec les résultats de l'étude d'impact du « faire alliance » en France, menée entre 2018 et 2022 par l'Observatoire des partenariats avec l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts.

En 2023, alors que le Fonds ODD 17 rendait compte de son expérimentation 2020-2023, et de l'évaluation de l'impact des trois premiers millions d'euro investis, le Président de la Fondation des Territoires, Jean-Paul DELEVOYE, a remis à la Ministre Dominique FAURE, la note sur les Compétences en Territoire, à l'occasion d'une conférence sur la territorialisation des transitions, dans le cadre des Rencontres du Développement Durable organisées par Open Diplomacy. Depuis lors, cette note a servi à l'élaboration d'une grille de qualification des pratiques par le Réseau des catalyseurs territoriaux sur la base des résultats des travaux conjoints d'AgroParisTech et du RAMEAU.

En 2024, la Fondation des Territoires s'engage donc à nouveau à éclairer les retours des acteurs de terrain. Ce sera notamment au travers d'une note stratégique publiée le 21 novembre prochain, à l'occasion du 7^{ème} diner « Elus & Entreprises », organisé en marge du Salon des maires. Elle mettra en valeur la capacité d'innovation territoriale des « petits et moyens » Territoires, telle qu'elle a été démontrée dans le programme « Chef de projet innovation territoriale », mené entre l'automne 2019 et l'été 2024.

Ce cheminement montre qu'il existe déjà une méthode de pilotage de l'intérêt général à partir des Territoires. Il nous suffit de changer de regard pour la voir. En aurons-nous collectivement le courage ?

Dans ce contexte de troubles et de doutes, ne perdons pas notre sang froid. Prenons le temps de comprendre les transitions à l'œuvre, et surtout observons les au travers de la réalité vécue au plus près du terrain par la diversité des Territoires.

² Etude IMPACT – Acteurs académiques, réalisée par Comisis & OpinionWay dans le cadre de l'Observatoire des partenariats, mars 2022





Ecoutons les pratiques d'ingénierie locale de la Réunion

Le regard d'un praticien de l'ingénierie locale, dans un territoire ultra-marin, a été illustré le 4 juillet dernier lors de l'interview mensuel « 3 questions à... » des Jeudis de l'ODD 17. Ces derniers ont invité Jimmy BEGUE, Directeur de la Maison des Associations à Saint-Benoît de la Réunion. Il s'est exprimé une semaine avant la publication, le 11 juillet, du Cahier d'observation des coopérations territoriales à La Réunion.

Cette interview mensuelle avec Jimmy BEGUE s'inscrit dans la continuité des interviews d'avril sur les liens entre chercheurs et praticiens (voir <u>interview de Diane DE MARESCHAL</u>, Responsable enjeux territoriaux de l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts); de mai sur l'engagement territorial de l'entreprise (voir <u>interview de Franck JANOWSKY</u>, Responsable RSE d'AEMA Groupe), et de juin sur la diversité des engagements en territoire (voir <u>interview de Sylvain REYMOND</u>, Directeur Général de la communauté Les entreprises s'engagent).

Du 21 au 27 mai 2023, Saint-Benoît de la Réunion avait accueilli les 57èmes Rencontres du Réseau National des Maisons des associations (RNMA), sur le thème : « Les Maisons des associations : catalyseurs du faire ensemble sur un territoire pour faire sens ! » (cf. programme de ces Rencontres et publication, en mai 2023 (RNMA-CIEDEL) du Référentiel métier Accompagnateur de la vie associative locale). Le 8 juin 2023, des acteurs nationaux et territoriaux en avaient témoigné lors du webinaire organisé par le Réseau des catalyseurs territoriaux, en partenariat avec le RNMA : « Associations & catalyseurs : ensemble, accompagnons les projets de territoires ! » (à voir en replay).

Le 2 juillet 2024, à l'occasion des 10 ans du Réseau des catalyseurs territoriaux, le RNMA mettait en ligne <u>la e-mallette</u>, le kit numérique des ressources et restitutions des travaux de ces Rencontres nationales axées sur la catalyse territoriale.

Pour incarner les spécificités ultra-marines, Jimmy BEGUE a répondu aux questions d'Armelle de ROTON qui anime les Jeudis de l'ODD 17.







En synthèse, son intervention a éclairé 3 questions :

Quelles actions de la Maison des Associations de Saint-Benoît de la Réunion?

Saint-Benoît est une commune de 30 000 habitants, comprenant deux quartiers prioritaires Politique de la Ville (QPV). Elle met à disposition de la Maison des Associations (MDA) un espace de travail, pour faciliter les missions menées auprès de la centaine d'associations adhérentes et de ses partenaires. La MDA accompagne les associations, sur un format individuel et collectif, depuis leur émergence. Elle assure des missions d'animation territoriale : elle facilite la mutualisation de moyens entre associations, l'interconnaissance entre acteurs du territoire pour faire émerger des projets plus robustes.

Quelle est la place de la coopération avec la ville de Saint-Benoît ?

La Maison des associations (MDA) de Saint-Benoît est un lieu de neutralité, dédié à améliorer la vitalité associative de son territoire. Elle a cartographié son tissu associatif avec des données qualifiées, au sein d'un Observatoire Local de la Vie Associative (OLVA), dont la méthodologie a été conçue par la tête de réseau nationale, le RNMA. La MDA de Saint-Benoît est un tiers de confiance reconnu par les pouvoirs publics : elle est associée aux instantes locales ayant trait à la vie associative, à la coconstruction d'outils financiers et de d'accompagnement de la politique de la ville, à la valorisation des actions associatives du territoire.

D'après vos expériences, quels leviers conseillez-vous d'activer pour accélérer les dynamiques locales de partenariat ?

La MDA dispose d'une connaissance intime des acteurs en lien avec les associations de la Réunion : institutionnels, économiques et associatifs. Auprès de la DRAJES, elle siège au sein du Fonds de Développement de la Vie Associative, et de la Commission Jeunesse et Education Populaire. La MDA vise à décloisonner la vision des associations et dialogue également avec des acteurs économiques, comme le MEDEF. Elle a développé des relations personnalisées, également, avec le Mouvement associatif, la CRESS et le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) de la Réunion.

Zoom : Cahier local d'observation des coopérations territoriales à La Réunion



Le 11 juillet dernier, l'Observatoire des partenariats a publié le 1^{er} Cahier d'observations des coopérations territoriales, à la Réunion. Ce Cahier a été réalisé en partenariat avec le CNAM et le RNMA, avec le soutien de l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts et du Fonds ODD 17.

Dans ses travaux, l'Observatoire des partenariats propose une vision systémique des enjeux et des pratiques du « faire alliance », qualifiée selon les profils d'acteurs, les échelles territoriales et les domaines d'actions.



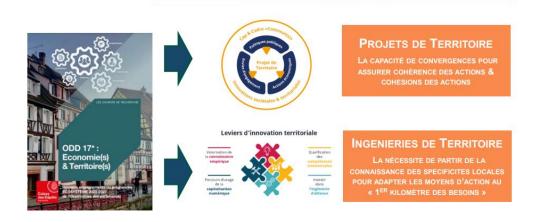


Cette publication s'inscrit dans une triple perspective :

- **L'Outre-Mer** constitue l'un des volets exploratoires du programme ECOSYSTEME (2023 2027) de l'Observatoire des partenariats, aux côtés de la prospective et des jeunes.
- **Le « faire alliance »** est un vecteur de performance, d'innovation et de confiance, qui articulent respectivement les légitimités, les maturités et les temporalités.
- **L'approche territoriale des transitions**, à la fois au travers des projets de territoire, et des ingénieries de territoire (cf. image ci-dessous).



Mise en perspective : L'approche territoriale des transitions



Le cahier de recherche « ODD 17 : Economie(s) & Territoire(s) » souligne l'enjeu d'éclairer les spécificités locales en fonction des acteurs impliqués et des actions engagées afin de valoriser la force d'innovation territoriale, notamment dans les « petits & moyens » territoires

Co-écrit avec des étudiants du CNAM, ce Cahier a pour objectif d'explorer les spécificités locales des dynamiques d'alliances d'un premier territoire ultramarin : la Réunion. Il a été progressivement co-construit à partir des retours d'expériences des acteurs locaux et de leurs partenaires nationaux, dont le RNMA, l'ANPP-Territoire de projet et la Fondation du Service Militaire Adapté.

Il met en partage le profil du territoire, en établissant l'état des lieux des fragilités prioritaires, avec une cartographie des données clés et la perception des acteurs territoriaux (associations, acteurs publics, entreprises, etc.) sur leurs pratiques de coopérations.

Le <u>cahier d'observation</u>, réalisé à partir d'interview et d'une étude documentaire, livre ainsi une vision transversale de ce territoire pour " Agir ensemble à la Réunion! ".





Les « résistants de l'intérêt général » sont prêts

Dans le contexte actuel, la 10^{ème} Rencontre des pionniers des alliances en Territoire a pris une dimension qu'il n'aurait pas été possible d'imaginer il y a quelques semaines encore. Pour fêter leur dixième anniversaire le 2 juillet dernier, les Catalyseurs territoriaux avaient prévu un programme ambitieux. Cela a été un vif encouragement aux 200 participants de la journée à renforcer leurs engagements au service de l'intérêt général.

« L'intérêt général se pilote à 10 ans, pas à 10 jours et encore moins dans l'immédiateté de l'audimat ». Bien avant le chaos politique de ces dernières semaines, c'était l'ambition du programme que de rappeler la valeur du temps pour assurer à la fois la performance individuelle et collective, notre capacité d'innovation au plus près des fragilités, et la confiance pour inventer ensemble un Avenir en « Commun(s) ». Les témoignages du matin, la « Balade des Transitions » de l'après-midi, et la soirée anniversaire en ont été des exemples inspirants à la fois « ancrés » et « incarnés ». Si vous avez manqué ce temps de ressourcement, vous pouvez en revivre les témoignages en replay.

Même s'il est impossible d'en résumer le chemin apprenant, en synthèse retenons trois messages issus de dix années de parcours en commun :

- RELIRE HIER: L'hommage à Claude ALPHANDERY a rappelé que dès 2016, à l'occasion de la 2^{ème} Rencontre des pionniers des alliances en Territoire, le grand résistant de la première heure nous avait prévenu: « Si la co-construction est une alchimie, elle n'est pas magique! Elle demande un temps de maturation pour la faire émerger, et beaucoup d'efforts pour la faire durer. Ce mouvement qui s'incarne sur les territoires me rappelle le temps de la Résistance ... Face aux enjeux de ce début de XXI^{ème} siècle, il me semble que la co-construction territoriale est le maquis d'aujourd'hui! ». (introduction du livre Bien commun: Vers la fin des arrogances! éditions DALLOZ, collection JURIS Associations, décembre 2016).
- RELIER AUJOURD'HUI: comme le 8 janvier 2015 à l'occasion de la 1ère Rencontre des pionniers des alliances en Territoire, le Président-Fondateur du RAMEAU a dû se substituer à la représentation ministérielle en raison des circonstances. Charles-Benoît HEIDSIECK a introduit la journée avec un message d'espoir : « En retrouvant le Sens de l'intérêt général, au plus près des Territoires, nous pouvons résolument faire le « Pari de la confiance ». C'est à votre contact que Le RAMEAU a pu se forger cette conviction depuis 18 ans... preuves à l'appui! Vous êtes au quotidien les « auxiliaires des acteurs publics locaux » pour les aider à élaborer, mettre en œuvre et évaluer des Projets de Territoire qui unissent tous les engagements pour relever nos défis en « Commun(s) ». Dans la crise que nous vivons, vous êtes des « Résistants de l'intérêt général »! Vous contribuez à une meilleure gestion de nos communs, vous participez à l'accélération de la co-construction du bien commun, mais plus profondément encore, vous êtes les témoins de notre capacité à (re)trouver un Lien commun; celui qui nous unit malgré nos différences » (discours d'accueil du 2 juillet).
- REINVENTER DEMAIN: en résumé du retour d'expérience du programme « Chef de projet innovation territoriale » qui a mobilisé plus de 44 partenaires durant 5 ans, et dont 12 territoires pilotes ont pu prototyper un mode de valorisation des compétences locales nécessaires à la co-construction d'un Projet de Territoire mobilisant toutes les énergies, Pierre-François BERNARD qui a accompagné la démarche a conclu son intervention par « il est urgent de passer de l'EGOsystème à l'ECOsystème » ... Tout est dit !

Comme les mots ne suffisent pas à réparer nos maux, les <u>350 « catalyseurs territoriaux »</u> sont repartis avec trois cadeaux essentiels :





- 1- La nouvelle plateforme « L'innovation territoriale en Actions! »: fort de 18 mois de travail, la Fondation des Territoires et le Réseau des catalyseurs territoriaux étaient heureux de présenter la refonte totale de la plateforme lancée en 2018. 7 ans après, la version co-construite avec les réseaux territoriaux et nationaux offre un outil méthodologique et pédagogique précieux à tous les acteurs engagés dans des Projets de Territoire qui incarnent le 17ème Objectif de Développement Durable en pratiques. Découvrez le document de présentation de la plateforme, et explorez-en la diversité des ressources!
- 2- La grille de qualification des pratiques d'ingénierie locales : en partenariat avec la Chaire InterActions d'AgroParisTech et du laboratoire de recherche empirique Le RAMEAU, une grille de qualification des pratiques d'ingénierie locale est venue compléter la note « Compétences des Territoires » de la Fondation des Territoires remise à la Ministre de la Ruralité le 5 octobre dernier par Jean-Paul DELEVOYE à l'occasion de l'ouverture des Rencontres du Développement Durable. Elle est aussi en résonnance avec le dernier Vadémécum de l'ANPP-Territoires de Projet « Faire Territoire : coopérons pour réussir nos transitions ». Cette grille a été commentée et expérimentée lors de l'Atelier dédié à l'ODD 17 organisé dans le cadre de la « Balade des Transitions » du 2 juillet après-midi.
- 3- Le dossier annuel JURIS Associations « Modèles socio-économiques : à la croisée des chemins » : depuis 2013, JURIS Associations publie chaque année un dossier sur les avancées des travaux sur les spécificités des modèles socio-économiques d'intérêt général (voir capitalisation des dossiers annuels). En articulation avec les travaux du Conseil économique, social et environnemental (CESE) (cf. Avis « Renforcer le financement associatif, une urgence démocratique »), le dossier 2024 est dédié à la territorialisation des transitions et des équilibres socio-économiques. Les participants à la 10ème Rencontre des pionniers des alliances en Territoire sont ainsi repartis avec un éclairage sur la diversité des leviers pour pérenniser leurs actions (cf. article de synthèse : « Intérêt général : à la croisée des chemins ! »).

Pour aller plus loin, après la représentante de l'Etat en octobre et celle des élus des territoires ruraux en novembre, le Réseau des catalyseurs territoriaux a signé la <u>Charte d'engagement réciproque du faire alliance</u>. Il était fier et heureux de le faire en même temps qu'ACTED, 1^{ère} ONG de solidarité internationale française, qui rejoint le <u>Fonds ODD 17</u> comme co-investisseurs de l'innovation et de l'ingénierie du « premier kilomètre des besoins », du local à l'international.

Ces « bonnes nouvelles des Territoires » ne nous font pas oublier la gravité de la situation. Au contraire, elles nous stimulent pour valoriser la diversité des réalités territoriales qui peuvent nous donner confiance dans un Avenir en « Commun(s) ». C'est ainsi qu'en partenariat avec le RNMA et l'Observatoire des partenariats, le Réseau des catalyseurs territoriaux est heureux d'avoir été associé au 1er cahier d'observation des dynamiques de coopérations territoriales ultramarines réalisé en partenariat avec le CNAM, ainsi qu'à la capitalisation (cf. la e-mallette) sur les méthodes de catalyse locale réalisée par le Réseau National des Maisons des Associations à la suite des Rencontres organisées en 2023 à La Réunion.

Ne lâchons rien! Prenons soin de nos Territoires, de la diversité de nos voisins et de nous-même...



